

NOUVELLES ETRANGERES

ANGLETERRE et IRLANDE.

On parle sérieusement, en Angleterre, de convoquer une session extraordinaire du Parlement pour le mois de novembre. Nous croyons inutile de dire que ce n'est pas à l'occasion des affaires d'Espagne. En général, la masse du peuple anglais s'occupe et s'inquiète fort peu des affaires extérieures. Le blé et le sucre sont à ses yeux des objets beaucoup plus intéressants que toute l'escrime diplomatique de ce monde. Elle veut bien s'occuper en passant d'un certain traité conclu à Utrecht vers le commencement du dix-huitième siècle; mais c'est seulement parce qu'il s'y rencontre une clause qui concerne la libre admission des sucres espagnols dans les ports anglais; et en ce cas on sait que ce traité n'est plus qu'une lettre morte, un morceau de parchemin depuis longtemps rongé par la poussière. Il y aurait demain des élections générales en Angleterre, qu'on n'y parlerait pas plus de S. M. la Reine Isabelle et de M. le duc de Montpensier qu'on n'y parlerait du Grand-Turc et de Méhémet-Ali aux élections de 1841. Nous ne disons point cela pour répéter les vieilles apostrophes de nation marchande, nation de boutiquiers et autres aménités de ce genre. Mon Dieu, non; nous sommes convaincus que le peuple anglais sait, dans l'occasion, prendre feu et flamme très sincèrement pour un grand but moral, comme il Pa fait pour l'abolition de l'esclavage, achetée au prix de 500 millions. Mais quand il n'y a en jeu ni une idée religieuse, ni un grand intérêt commercial, il reste très indifférent aux agitations qui troublent les clubs politiques, les journaux et les régions exclusives de la diplomatie.

C'est pourquoi la grande question du moment, en Angleterre, est, avant tout, la détresse, et dans toute la force du terme, la famine qui menace l'Irlande; et c'est afin de donner au gouvernement la faculté de demander des pouvoirs extraordinaires pour y faire face qu'on sollicite de tous côtés une réunion anticipée des Chambres. Les mesures que le ministère avait fait voter à la fin de la dernière session paraissent être devenues insuffisantes. Quand il s'est agi de les mettre en exécution, elles ont rencontré une infinité d'obstacles. Les grands jurys réunis dans tous les comtés d'Irlande, et qui ressemblent un peu à nos conseils généraux, réclament du gouvernement d'autres mesures qu'il ne saurait prendre sans le concours du Parlement. En attendant, le mal augmente dans des proportions effrayantes; on a déjà vu sur divers points la population affamée mettre au pillage les boulangeries; et les sociétés secrètes, qui vivent toujours sur cette terre de discordes intestines, commencent à reparaitre à la lumière. Le journal le plus répandu de l'Angleterre disait, il y a quelques jours:

"L'Irlande commence à présenter un aspect que le plus indifférent ne saurait contempler sans émotion, ni le plus confiant sans alarme. La partie occidentale du pays est sur le bord d'une insurrection désespérée. Les moyens ne manquent pas pour une explosion des plus formidables. Les Sociétés secrètes sont toujours prêtes à organiser la révolte et à donner une direction aux passions de la multitude. L'appréhension de la famine n'est qu'une trop forte excuse pour les démonstrations populaires. Quand le mécontentement repose sur des bases aussi réelles et aussi sérieuses, il serait surprenant qu'il n'en sortît pas de grands résultats. Nous ne sommes pas des alarmistes, nous ne regardons pas l'état de l'Irlande comme sans espoir, ni la rupture de la paix publique comme inévitable; nous sommes convaincus que le danger est imminent, et que les mesures les plus promptes sont devenues d'urgence la plus effrayante. Toutes les considérations sur les résultats possibles de telle ou telle mesure, toutes les questions purement politiques tombent dans une profonde insouciance en face de la famine présente."

C'est cette situation décrite en termes si peu rassurants, qui est en ce moment le sujet des préoccupations les plus vives dans le public anglais. On suit avec anxiété les délibérations des meetings de magistrats et de propriétaires rassemblés sur tous les points de l'Irlande; on voit arriver de nombreuses députations nées de lord John Russell, qui répond à toutes avec cette infatigable application qu'il apporte toujours au travail; et, quoique le mal fut prévu depuis longtemps, il semble néanmoins avoir frappé l'esprit public d'une sorte de surprise. On sait qu'avant de se séparer, le Parlement a voté des fonds considérables pour l'entreprise de travaux destinés à occuper la population pauvre de l'Irlande. Le gouvernement avait essayé d'introduire, au lieu d'allocations gratuites qui finiraient par grever le trésor, un système de prêt à intérêt modéré. Ainsi l'Etat devait avancer des fonds à certains districts, et les propriétaires de ces localités devaient le rembourser en dix ans, avec un intérêt de 3 pour 100. C'était, comme on le voit, faire contribuer les propriétaires à la dépense de travaux d'utilité publique dont ils devaient un jour profiter. Mais de très vives discussions se sont engagées en Irlande, dans les grands jurys, sur l'application de ce système. Ces discussions ont mis au grand jour toutes les plaies de ce malheureux pays; elles ont prouvé que les landlords étaient dans un état presque aussi précaire que tous ces petits fermiers qui pullulent sur le territoire morcelé. C'est quelque chose d'imaginable que la confusion qui règne dans la propriété à tous les degrés en Irlande. La plupart des propriétaires ne le sont que de nom; leurs biens sont grevés et hypothéqués souvent jusqu'à leur valeur entière, et presque tous succombent sous l'usure. Ils disent donc au gouvernement: "Nous voudrions bien donner du travail au pauvre, mais nous n'avons pas de capital. On nous reproche d'imposer à nos fer-

miers des baux exorbitants, mais les trois quarts d'entre eux ne nous paient pas. Et nous, de notre côté, nous sommes obligés de payer les intérêts énormes de nos hypothèques; les prêteurs d'argent vivent dans les villes, ils ne mettent jamais les pieds dans ces lieux dont nous ne sommes plus que les propriétaires nominaux; c'est nous seuls qui payons les taxes, et qui, de plus, payons des intérêts usuraires. Et voici qu'on nous impose une nouvelle taxe pour donner le capital nécessaire pour améliorer nos terres et les rendre plus productives. Tout le monde y gagnera; et nous qui aurons des terres meilleures, et les pauvres qui auront du travail. Que l'Etat nous aide à nous racheter des mains des usuriers, et nous ne serons plus obligés d'être sévères à notre tour envers nos fermiers."

Telle est la substance de toutes les Adresses présentées et au lord lieutenant d'Irlande et au premier ministre. Mais il paraît que l'acte voté par le Parlement n'est point susceptible d'une pareille interprétation, et il faudrait pour l'altérer, demander de nouveaux pouvoirs. Le gouvernement anglais sera-t-il obligé de hâter la convocation des Chambres? C'est ce que décideront seulement les progrès de la détresse publique et le degré d'insuffisance des mesures qui ne sont encore qu'en voie partielle d'application. Dans tous les cas, l'Irlande appelle une prompte intervention, et parait on répète ce mot de M. O'Connell: "C'est la rapidité qui constitue aujourd'hui l'essence de l'humanité en même temps que de la sagesse politique."

—Le journal de Vienne, dans un article basé sur des données officielles, donne l'aperçu suivant du commerce extérieur maritime en général de tous les pays de l'Europe. La marine marchande européenne, non compris les cabotages, consiste en 260,000 navires, jaugeant 33,493,000 tonneaux. La valeur des marchandises faisant objet de ce commerce, est estimée à 1,600,000,000 de florins, ou 11,935,765,000 francs.

La proportion pour cent dans laquelle différents Etats de l'Europe participent à cette valeur totale est représentée par les chiffres suivants: L'Angleterre, 51.34; la France, 13.37; la Hollande, 5.79; Hambourg, 4.47; la Russie, 3.89; la Sardaigne, 3.16; la Belgique, 2.15; la Prusse, 2.19; l'Autriche, 1.45; les Deux-Siciles, 1.22; la Suède et la Norvège, 1.15; la Toscane, 1.19; le Danemark, 1.15; Brème, 1; le Portugal, 0.9; l'Espagne, 1.15, et tous les autres Etats 6 pour cent.

Il résulte de ces chiffres que le commerce de la France et de la Belgique pris ensemble est égal en valeur à celui de l'Allemagne et de la Hollande réunies; c'est-à-dire que chacun représente 15 1/2 du total. Les quatre puissances équivalent à environ 35 du commerce de l'Angleterre.

—En revenant d'une visite qu'il était allé faire à Mme Recanati, M. le vicomte de Chateaubriand a fait dire ces jours derniers par les cheyux de sa voiture, "Il était descendu près du Champ-de-Mars, et il allait remonter dans sa voiture, lorsque les chevaux ont fait un mouvement et l'ont renversé. M. de Chateaubriand a reçu une assez forte contusion et on a eu un moment des craintes sérieuses qui sont maintenant dissipées."

LES MARIAGES ESPAGNOLS.

L'affaire, aujourd'hui si grave, du mariage de M. le duc de Montpensier avec l'infante d'Espagne, n'est point une question de paix, mais une question de gouvernement. Le conflit n'est pas en ce moment entre l'opposition et le pouvoir, mais entre les cabinets de Paris, de Londres et de Madrid. Nous avons donc jugé convenable et à propos de nous refuser à toute polémique de partis, mais d'informer le pays des faits, avec une modération persévérante et une inflexible sincérité. Le Journal des Débats tient, pour son compte, une conduite absolument opposée. Il remplit ses colonnes d'une bruyante polémique contre l'opposition, mais il parle le moins possible de la question même qui préoccupe tous les esprits, et il cavale autant qu'il peut la vérité au public.

Lisez-le aujourd'hui. Vous croirez que tout va le mieux du monde, que l'Espagne entière appelle de ses vœux le mariage de M. le duc de Montpensier avec l'infante, que l'Angleterre est presque unanime pour approuver cette union, que tout ce qu'on a dit à l'encontre n'est qu'un vain bruit de journaux, que ni la reine, ni le ministère anglais n'ont protesté, et que le conflit des deux gouvernements n'est qu'un rêve.

Malheureusement, ce tableau flatteur est tout-à-fait mensonger. Il est certain que M. Bulwer a communiqué, le 21, à M. Isturitz une note officielle, conçue dans les termes que nous avons indiqués. Il est certain que lord Normanby a remis hier à M. Guizot une semblable protestation.

Le journal le Galion Messenger, dont les sentiments sont favorables à notre ministère, a communiqué, le 21, à M. Isturitz une note officielle, conçue dans les termes que nous avons indiqués. Il est certain que lord Normanby a remis hier à M. Guizot une semblable protestation.

"S. Exc. le marquis de Normanby a eu hier matin, avec M. Guizot, à l'hôtel des affaires étrangères, une entrevue qui a duré à peu près une heure. Nous savons que l'ambassadeur de la Grande-Bretagne a communiqué au gouvernement français, relativement au mariage de M. le Duc de Montpensier, une protestation énergique, fondée sur les mêmes motifs que celle qu'a remise M. Bulwer à la cour d'Espagne."

Il n'est pas moins certain que, des conversations échangées à Eu entre les souverains et les ministres de France et d'Angleterre, au sujet du mariage des princesses d'Espagne, il paraissait

résulter l'engagement pour notre gouvernement et la certitude pour le gouvernement anglais, que, dans toutes hypothèses, M. le duc de Montpensier ne serait marié à l'infante qu'après que la reine aurait donné un héritier à la couronne. Récemment encore, l'ambassadeur d'Angleterre avait pu, dit-on, inférer d'explications nouvelles que cette ancienne promesse était renouvelée et serait accomplie. Si c'était un engagement dit les ministres anglais, cet engagement est violé; si c'était un équivoque, le gouvernement français a été peuloyal. Lord Aberdeen comme lord Palmerston, les collègues de sir Robert Peel comme ceux de lord John Russell, montrent donc un mécontentement égal, et l'ancien cabinet comme le nouveau se plaint au même titre de notre ministère.

Nos journaux ministériels, en donnant sur ces faits des explications catégoriques, rendraient un meilleur service au pays et à nos ministres, qu'en déclamant à tort et à travers contre les journaux opposants et véridiques.

Quoi qu'il en soit, le mariage de M. le duc de Montpensier, convenable en lui-même et agréable aux deux familles, est devenu pour les deux nations de France et d'Angleterre une cause possible de rupture. Il présente toutes les difficultés diplomatiques qu'aurait soulevées le mariage d'un prince français avec la reine Isabelle, puisque l'infante est héritière du trône. Il n'en aura peut-être jamais les avantages. Ajoutez qu'on a rendu ces difficultés plus grandes encore par la négociation même qui a eu depuis trois ans, et qui aurait dû les apaiser.

Voici maintenant quelles paraissent être les dispositions des deux gouvernements. Le nôtre, piqué au jeu pour cette affaire de famille, se montre décidé à passer outre, quoi qu'il puisse arriver. Après avoir demandé pendant six ans à la nation mille sacrifices au nom de l'alliance anglaise, il brise aujourd'hui pour un mariage dont les résultats politiques sont d'ailleurs fort incertains, l'alliance même qu'il a vantée si haut et payée si cher. M. le duc de Montpensier part certainement lundi, et sera, dit-on, marié le 10 octobre.

Le gouvernement anglais ne paraît pas moins opinâtre et moins résolu, et rien n'indique jusqu'à présent quelle sera la limite de son opposition.

Cette lutte n'a que deux issues probables: ou une guerre, qu'une étincelle suffirait aujourd'hui pour allumer; ou, si le ministère anglais s'en tient à la protestation, une hostilité politique permanente entre les deux gouvernements, jusqu'à ce que l'Angleterre ait tenté de nous faire subir, au Maroc ou ailleurs, de cruels représailles, jusqu'à ce que nos ministres aient racheté à haut prix et aux dépens de la nation, l'entente cordiale qu'ils viennent de détromper eux-mêmes.

La France, qui n'a jamais voulu que l'alliance anglaise lui fût imposée à tout prix, ne peut en venir plus que des conflits sont provoqués par des négociateurs malhabiles, ou pour un douteux intérêt, jugera plus tôt les derniers actes de notre gouvernement, en les comparant à sa conduite antérieure.

Voilà la vérité sur la situation présente. Les journaux ministériels auraient mieux à faire que de divaguer et de pousser des cris de trompe; ce serait de se justifier.—Constitutionnel.

ITALIE

On nous écrit de Livourne, 20 septembre: "Le gouvernement de Pie IX acquiert tous les jours une force nouvelle, malgré l'opposition et le mécontentement du parti rétrograde, et grâce surtout à l'appui des modérés, qui voient continuellement augmenter leur nombre. Dans les élections, on ne voit pas le même enthousiasme pour le nouveau Pontife, et la grande majorité de la population est décidée à repousser éminemment toute provocation, et à réprimer toute tentative de désordre."

"Il paraît qu'actuellement c'est le parti rétrograde qui voudrait provoquer des troubles pour effrayer le gouvernement pontifical et pour empêcher les réformes. On compte sur tout exploiter l'animosité du peuple contre les Suisses; mais tout le monde est averti, et il faut espérer que personne ne donnera dans le piège. Il y a eu à Ferrare une rixe entre les troupes pontificales et les soldats autrichiens. Le comte de Taxis et le général en chef Radesky se sont rendus à Ferrare, et ont eu de longues conférences avec le cardinal Ugolini, qui passe pour être fort opposé aux réformes. Des emissaires étrangers parcourent les légations et cherchent à exciter le mécontentement des populations dont néanmoins l'attachement pour Pie IX va toujours en augmentant. A Modène, centre et foyer du jésuitisme italien, un prédicateur a prononcé un sermon ces jours-ci sur les grands dangers qui menacent le Saint-Siège! Le jésuite et les paradiens (secte composée des plus forcés rétrogrades), refusent de donner à Pie IX le titre de Pape, et ne l'appellent que le comte Mastai."

Le gouvernement pontifical poursuit cependant son œuvre. Il a changé peu à peu le personnel de la police, et il a diminué la rigueur de la censure. On assure qu'il y aura bientôt une promotion de cardinaux, et l'on cite parmi ceux que le Pape veut revêtir de cette haute dignité, MM. Bofondi, Baluffi et Grassellini, connus tous les trois par leur modération et leurs lumières. En somme, l'avenir s'annonce sous les auspices les plus heureux, pourvu que le parti modéré sache faire respecter l'ordre et la tranquillité, et qu'il oppose une fermeté inébranlable aux tentatives et aux suggestions des ennemis du progrès sage et raisonnable."

—Le grand-duc de Toscane veut rivaliser avec le Saint-père de bienveillance pour ses sujets. Le tremblement de terre du 24 août, dans les marémmes de la Toscane, pouvait réduire à la mendicité plus de 8,000 personnes; mais le grand-duc a rendu un décret par lequel il annonce qu'il fera rebâtir les maisons détruites,

sans charger pour cela le pays d'une augmentation d'impôts.

INDE.

Le départ du courrier de Bombay, qui vient d'arriver en Europe d'une manière si inopinée, a été motivé par l'état de santé du gouverneur de la présidence de Bombay, le major général sir George Arthur, à qui les médecins ont ordonné de rentrer au plus vite en Europe. Présent à son poste depuis la fin de 1841, sir George Arthur déjà avancé en âge, a presque toujours été malade, et il ne retournera plus dans l'Inde. Lorsqu'il n'était que le colonel Arthur, il a été longtemps gouverneur de la Nouvelle-Galles du Sud et ensuite du Haut-Canada.

On parle pour le remplacer de sir George Clerk, aujourd'hui chef-justice à Bombay et membre du conseil de la présidence, ou de Sir H. Pottinger, deux noms qui jouissent tous les deux d'une grande popularité à Bombay.

D'ailleurs ce courir n'apporte aucune nouvelle politique importante. La saison des pluies, qui tirait à sa fin, est toujours une époque d'inactivité forcée dans l'Inde; elle interrompt nécessairement les affaires commerciales et politiques. Toutefois les pluies qu'amène au mois de juin la mousson de S. O. ont été cette année très abondantes et donnent les plus belles espérances pour la prochaine récolte. Toutes les nouvelles sont à cet égard très satisfaisantes.

Le gouverneur général, lord Hardinge, était toujours à Simla, dans les montagnes de l'Himalaya, où il laissait passer la saison des pluies, et d'où il était à portée de surveiller plus facilement le Punjab. L'état de ce malheureux pays est toujours inquiétant. Le gouvernement que les Anglais ont établi à la suite de l'événement de Plover dernier semble avoir beaucoup de peine à marcher. Il est travaillé par mille intrigues diverses, dénué de ressources, presque à la merci d'une armée indisciplinée et qu'il ne peut payer. Sans l'appui des garnisons que les Anglais ont laissées à Lahore, à Amritsir et ailleurs, il est probable que plusieurs révolutions auraient déjà éclaté; on dit même que Goulab-Sing, à qui les Anglais ont constitué une royauté dans les montagnes du Cachemire pour prix de sa neutralité pendant la dernière campagne, prépare une attaque sur Lahore. Nous croyons ce bruit au moins prématuré; mais quand on rapproche toutes ces circonstances de l'effervescence politique à laquelle l'Afghanistan semble en proie, on comprend que le gouverneur général ne veuille pas s'engager et qu'il continue à renforcer l'armée du Sutledge.

Le principal sujet qui occupe les journaux de l'Inde, ce sont les malheurs causés par le choléra dans le Scindou. Comme il arrive le plus souvent en pareille occasion, on cherche des causes extraordinaires à ces cruels événements, et l'on accuse assez vivement le commissariat, c'est-à-dire l'intendance militaire, d'avoir aidé le fléau par la mauvaise qualité des vivres qu'elle fournissait depuis longtemps aux soldats. Toujours est-il qu'en moins de dix jours deux régiments européens ont perdu chacun presque un tiers de leur monde. Heureusement qu'après une si violente attaque la maladie a semblé s'arrêter presque tout à coup pour retomber aux proportions ordinaires.

Quant à la nouvelle d'une entreprise des Arabes contre Aden, il n'y faudrait pas attacher plus d'importance qu'elle n'en mérite. Bien qu'une correspondance s'aventure à parler d'une armée de 60,000 hommes, on ne peut concevoir aucune inquiétude pour l'établissement anglais. Après ce que la nature et l'art des hommes ont fait pour sa défense, Aden, avec une garnison de 2,000 hommes, peut défier sans présomption toutes les forces de l'Arabie.

L'Allemagne possède aujourd'hui 37 chemins de fer livrés à la circulation, d'une longueur de 4693 milles géographiques équivalant à 31,300 kilomètres. Les chemins de fer sont parcouverts par plus de 600 locomotives, 267 sorties d'ateliers anglais;—39 d'ateliers américains;—46 d'ateliers Belges;—16 d'ateliers français;—et le reste d'ateliers Allemands.

Les plus grands parcs qu'on puisse faire par chemins de fer, sont ceux de la Werden (petite ville en Saxe) jusqu'à Stettin, sur la Baltique; de Hanovre à Breslaw, en Silésie, par Berlin; de Vienne à Prague, par Brünn.

En juillet 1841, on a transporté sur ces 37 lignes: 1,806,653 personnes, et 2,722, 343 quintaux de marchandises.

Les recettes ont été de 1,390,534 thalers, équivalant à 5,214,500 fr.

—La commune de Matigny, près de Ham, vient d'être le théâtre d'un vol d'une audace inouïe. Le Journal de la Somme le raconte ainsi:

"Un individu se présente chez M. Dives, riche cultivateur de cette commune, et lui demande s'il n'a pas un cheval à vendre. — Vous tombez fort bien, lui répond M. Dives, le plus beau de mon écurie est en vente. — Le prétendu marchand se fait amener le cheval, le promène quelques instants; puis, pour savoir s'il supporte la selle avec docilité, il demande qu'on lui mette la selle. Aussitôt notre inconnu s'élance sur l'animal, le fait trotter quelques instants, paraissant satisfait de la qualité du courrier. Mais tout-à-coup, changeant d'allures, notre industriel met sa bête au galop et disparaît bientôt, laissant le propriétaire du cheval et quelques spectateurs ébahis d'une telle audace. Les recherches les plus minutieuses n'ont pu mettre sur les traces de cet audacieux voleur."

—Les nouvelles récentes arrivées de Trébizonde à Constantinople annoncent que le choléra, qui avait fait de grands ravages à Téhéran, après s'être dirigé vers Tebriz, et avoir enlevé quelques centaines d'habitants dans la ville de

Kasbin, pris de nouveau sa direction vers le sud-est. Le fléau s'est porté sur Sepahan, rétrogradant ainsi vers l'Inde. Dans le mois d'août, les victimes à Téhéran étaient au nombre de deux à trois cents par jour; on compte parmi les morts un fils du shah de Perse, son ministre des affaires étrangères, le directeur de la police, et un drogman de l'ambassade anglaise. Actuellement, l'épidémie a perdu de son intensité dans la capitale de la Perse.

ALGERIE.— Dans les détails qu'il donne sur l'ensemble de la situation de l'Algérie et sur les desseins d'Add-el-Kader, le Moniteur algérien du 20 septembre ne nie pas qu'une grande agitation règne dans le Maroc; mais il évite d'en caractériser la nature.

"Aucun événement important, dit-il, ne s'est produit dans l'Ouest depuis les dernières nouvelles que nous avons données."

"Des renseignements qui offrent assez de garantie font connaître qu'Abd-el-Kader renoncera, quant à présent, à faire une nouvelle invasion dans l'intérieur du territoire algérien. Cette détermination aurait été dictée par l'état de misère dans lequel la dernière insurrection a plongé les tribus qui y ont pris part, et par la conviction qu'il aurait acquise l'ex-émir de l'inutilité de ses efforts devant la multiplicité de nos colonies et devant leur nouvelle organisation, qui leur permet désormais de l'atteindre dans les montagnes les plus ardues comme dans les déserts les plus reculés."

"D'un autre côté, au moment où le dernier courrier quittait Tlemcen, le bruit s'était répandu qu'Abd-el-Kader devait faire une razzia sur la tribu des Ghossels. M. le général Cavaignac, dont la vigilance ne se ralentit pas, s'était porté vers le territoire de cette tribu, afin de la protéger au besoin contre le projet prêt à l'ex-émir."

"Au reste, comme nous devons sans cesse nous attendre à des tentatives de ce genre pendant le séjour d'Abd-el-Kader au Maroc, les commandans des colonnes d'observations établies sur les frontières de l'ouest et du sud-ouest, ont reçu des ordres pour être prêts à tout événement."



LA REVUE CANADIENNE.

MONTREAL, 27 OCTOBRE, 1846.

Le vent n'est pas aux nouvelles depuis quinze jours, et n'était la maille d'Europe venue à notre aide, la presse était au triste état de nos colonies. La température aride et nébuleuse de l'automne était peu propre à inspirer aux rédacteurs de journaux, de brillants et piquants paragraphes. Le ciel gris, la plume qui pleure, le vent qui gémit peuvent donner de belles inspirations aux poètes et aux romanciers, mais ils n'inspirent rien aux journalistes. Ce temps pluvieux donne de la tristesse et de l'isolement, et ce n'est pas cela qu'il nous faut, à nous; c'est de l'activité, du mouvement et de l'agitation. C'est la Falimont du journal, c'est avec cela qu'il trouve matière à écrire. Aujourd'hui il n'y a pas d'activité, pas de mouvement, pas d'agitation. Les hommes politiques sont tous retirés chez eux, ou du moins, ne faisant rien, attendant impatiemment l'arrivée du nouveau gouverneur comme les Juifs attendent le Messie. Et ce lord Elgin qui doit dans quelques semaines régler nos affaires et donner une nouvelle vie au corps politique, ou est-il? que fait-il? quand vient-il? ce sont là les questions que chacun se pose, auxquelles personne ne peut répondre.

Les journaux anglais ne nous disent rien de ce brave homme, pas un mot: vient-il par le Café St. Laurent, dans un steamer ou dans une frégate de guerre? vient-il par un des vaisseaux de la ligne Cunard? ou n'en sait rien. Il nous semble que si lord Elgin eût dû venir prochainement, il en aurait prévenu lord Cathcart, il se serait fait annoncer d'une manière ou d'une autre. Il doit savoir que tout un peuple a les yeux tournés vers lui, qu'on l'attend, qu'on le désire, enfin qu'on a besoin d'un gouverneur qui agisse et qui fasse mouvoir le corps politique, demeuré stationnaire depuis si longtemps.

S'il savait cela, il aurait fait grand plaisir à ses nouveaux sujets en leur faisant savoir l'époque probable de son arrivée au milieu de nous. Faute de cette information il faut prendre patience; la prochaine maille nous apprendra sans doute ce qu'on désire savoir.

En attendant le cabinet Draper, ou plutôt les fragments de ce cabinet se tiennent encore ensemble. On le laisse mourir en paix. On a eu beau faire, toutes les tentatives de replâtrage ont été inutiles. Nous sommes tous d'accord que le système actuel ne vaut rien, qu'il faut un changement radical. Sera-t-il effectué par des élections générales ou par une coalition entre les partis composant la chambre actuelle? C'est une question, qui dépendra beaucoup des circonstances. Il est bien certain que des élections générales franchement et honnêtement faites, débarrasseraient la chambre de bon nombre de membres que l'influence seule de lord Metcalfe y a placés; ce serait le moyen de purifier l'atmosphère politique pour recommencer un nouveau règne et un nouveau régime. Peut-être lord Elgin voudrait-il aussi faire connaissance avec la chambre actuelle? Dans ce dernier cas, il la trouverait docile à sa volonté. La majorité de la dernière session s'est montrée si servilement souple et pliant, que, nous sommes portés à croire qu'elle appuierait demain, un ministère quel qu'il fut. Quant à soutenir plus longtemps le cabinet Draper, c'est hors de question. Celui-ci a fait son temps. Avec des gens aussi aimables que la plupart de ces loose-fish du Haut-Canada, on peut toujours s'entendre; à moins donc que la rareté des argentiers dans le trésor provincial ne change entièrement leurs dispositions, et ne les fasse récalcitrants